



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

851/vh/jw

Arrêté du 26 juin 2024

**portant mise en demeure et mesures conservatoires à la société LOCACIL
de respecter les dispositions relatives à l'exploitation de ses installations situées à Feldkirch**

Le Préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et, notamment son article, L.171-8 I ;
- VU** l'arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des ICPE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2008-120-11 du 29 avril 2008 portant, au titre Ier du livre V du code de l'environnement, des prescriptions et prescriptions complémentaires à la société ECOMIX à Feldkirch ;
- VU** l'inspection du 30 mai 2024, complétée le 10 juin 2024, de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** le rapport de l'inspection du 10 juin 2024 de la DREAL, chargée de l'inspection des installations classées, précisant les suites proposées et délais associés, suites aux inspections susvisées, transmis à l'exploitant par l'inspection ;
- VU** le courriel du 21 juin 2024 par lequel le projet d'arrêté de mise en demeure a été

communiqué à la société LOCACIL ;

Vu la lettre du 26 juin 2024 de la société LOCACIL ;

Considérant que l'article R.512-46-25 du code précité précise que, lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité, il notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations en indiquant les mesures prévues pour assurer la mise à sécurité et que lorsque la mise en sécurité est réalisée, il la fait attester par un organisme certifié ; que l'exploitant n'a pas notifié la mise à l'arrêt de certaines installations, notamment celles relevant des rubriques 2661.1b, 2661.2a, 2711-2, 2713-2 et 2791-2 ; que la société LOCACIL indique, par lettre du 26 juin 2024 susvisée, qu'un bilan de nomenclature est nécessaire, en préalable, à la notification de la cessation d'activité des rubriques concernées ; qu'elle estime le temps nécessaire à quatre mois ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté du 29 avril 2008 dispose que toute modification des installations est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, préalablement à sa mise en œuvre ; que par lettre du 1^{er} octobre 2019, l'exploitant a sollicité une modification des conditions d'exploitation ; que cette modification a été mise en œuvre ; que les éléments présentés ne comportent pas tous les éléments d'appréciation (plans, conformités aux prescriptions applicables, incidence de la modification, ...) ; que par lettre du 26 juin 2024 susvisée, la société LOCACIL précise qu'elle envisage de réaliser une étude globale, dans un délai de quatre mois ;

Considérant que l'article 13.IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé dispose que l'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.) ; qu'il a été constaté que la société LOCACIL ne dispose pas de tels moyens au niveau de ses zones d'entreposage de déchets ; que la société LOCACIL indique, par lettre du 26 juin 2024 susvisée, que jusqu'à présent, les polymères étaient stockés sous couvert de la rubrique 2662 et qu'en conséquence, elle ne peut être regardée comme non-conforme vis-à-vis de l'arrêté ministériel applicable à la rubrique 2714 ; qu'il appartient à tout exploitant de se tenir informé des évolutions réglementaires ;

Considérant que l'article 13.IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé dispose que la hauteur des déchets entreposés n'excède pas six mètres ; qu'il a été constaté la présence d'un important tas de déchets, d'une hauteur supérieure à 6 mètres, au sein de l'établissement exploité par la société LOCACIL ; que la société LOCACIL indique, par lettre du 26 juin 2024 susvisée, que jusqu'à présent les polymères, étaient stockés sous couvert de la rubrique 2662 et qu'en conséquence, elle ne peut être regardée comme non-conforme vis-à-vis de l'arrêté ministériel applicable à la rubrique 2714 ; qu'il appartient à tout exploitant de se tenir informé des évolutions réglementaires ;

Considérant que l'article 8.3 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé dispose que, lorsque les stockages se font à l'air libre, des dispositions particulières sont mises en œuvre pour prévenir les envols de poussières ; qu'il a été constaté qu'il n'existe pas de dispositions visant à prévenir les envols de poussières, au niveau des zones d'entreposage de déchets ;

Considérant que l'article 8.3 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé dispose que l'exploitant met en œuvre des dispositions pour prévenir les envols de poussières et matières diverses, notamment pour que les véhicules, sortant de l'installation, n'entraînent pas de dépôts de poussière ou de boues sur les voies de circulation ; qu'il a été constaté la présence de déchets plastiques devant l'entrée du site, sur le trottoir et dans le caniveau ; que par lettre du 26 juin 2024 susvisée, la société LOCACIL indique que des études sont nécessaires pour mettre en place un dispositif adapté et qu'elles sont incompatibles avec un délai de sept jours ; que dans l'attente de la mise en œuvre de dispositions techniques, des dispositions organisationnelles peuvent être mises en œuvre (circulation des véhicules uniquement sur des

voies propres, vérification de l'état de propreté des véhicules avant sortie du site, nettoyage des voiries si des particules sont déposées à l'extérieur par les véhicules sortant du site) dans des délais courts ; qu'en outre, il appartient à la société LOCACIL de ne pas porter atteinte à la salubrité publique :

Considérant que l'article 7.2 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé dispose que l'ensemble du site doit être maintenu dans un bon état de propreté ; qu'il a été constaté des dépôts importants de déchets plastiques aux abords de l'installation de tri, sur les voies de circulation et sur les bordures de l'installation ; que par lettre du 26 juin 2024 susvisée, la société LOCACIL indique que le site devrait être rendu dans un état de propreté, d'ici un mois ; que la société LOCACIL ne présente aucun élément justifiant ce délai ; que les particules, déposées sur tout le site, contribuent à la dissémination de particules plastiques dans l'environnement ; qu'il appartient à la société LOCACIL de mettre en œuvre les mesures nécessaires, dans des délais brefs, afin de ne pas porter davantage atteinte à l'environnement ;

Considérant que l'article 2 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé dispose que les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé ; que l'article 2 de cet arrêté dispose que l'exploitant prend les dispositions dans la conception, l'aménagement et l'entretien des installations pour limiter les émissions de polluants dans l'environnement et prévenir l'émission de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés mentionnés à l'article L.511-1 ; qu'il a été constaté que les installations ne comportent aucun dispositif permettant de prévenir l'entraînement de particules plastiques dans le réseau d'eaux pluviales qui débouche dans un cours d'eau traversant le site ; que les eaux, issues du circuit de l'installation de tri, s'écoulaient, en partie, dans le réseau d'eaux pluviales ; que des dépôts de particules plastiques ont été observés à l'exutoire du réseau d'eaux pluviales ; que, par lettre du 26 juin 2024 susvisée, la société LOCACIL indique que l'arrêté du 02 février 1998 n'est pas applicable aux installations soumises à enregistrement ; que l'article 2 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé encadrant les installations exploitées par la société LOCACIL le rend applicable aux installations ;

Considérant que l'article 9.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé dispose que le volume annuel d'eau en provenance du réseau public est de 2000 m³ ; qu'il a été constaté que la consommation a été supérieure en 2023 (environ 2700 m³) ; que, par lettre du 26 juin 2024 susvisée, la société LOCACIL indique que les éléments, relatifs à la consommation d'eau, seront pris en compte dans le cadre d'une étude globale, relative à la situation des installations ; qu'il appartient à la société LOCACIL de respecter le volume prescrit sur l'année 2024 ; que, si ce volume est insuffisant, il lui appartient, en préalable au prélèvement d'un volume supérieur, de présenter un plan de gestion de l'eau à la connaissance avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code précité ;

Considérant que l'article 9.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé dispose que l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires, dans la conception et l'exploitation de ses installations, pour limiter les volumes d'eau rejetées ; qu'il a été constaté d'importantes pertes d'eau, au niveau de l'installation de tri, par voie humide ;

Considérant que l'article 9.2.2 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé dispose que tout stockage de liquide, susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, est associé à une rétention ; qu'il a été constaté la présence de fûts de liquides dangereux, disposés sans rétention ; que, par lettre du 26 juin 2024, la société LOCACIL indique que des rétentions devraient être mises en place sous un mois ; que l'absence de rétention présente un risque pour le sol et les eaux souterraines ; qu'il convient, en conséquence, que des actions correctives soient mises en œuvre, dans des délais brefs ;

Considérant qu'en l'état, les déchets entrants dans l'installation restent majoritairement entreposés sur le site et que l'exploitant n'a pas mis en place de filière permettant l'évacuation des déchets ; que les déchets sont accumulés au sein du périmètre des installations ; que les conditions d'entreposage ne sont pas conformes aux dispositions réglementaires applicables ; que l'installation n'est plus en capacité d'accueillir de nouveaux déchets, dans des conditions de stockage acceptables ;

Considérant que l'installation de tri par voie humide est à l'origine de pertes importantes d'eau dans l'environnement ;

Considérant que l'installation de tri par voie humide contribue, significativement, au ruissellement de déchets plastiques, dans le milieu naturel ;

Considérant que les installations sont à l'origine d'une dissémination significative de particules de plastiques, dans l'environnement et dans le cours d'eau traversant l'établissement ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le volume de déchets présent au sein de ses installations et qu'il n'existe pas, au niveau des installations, un dispositif permettant d'évaluer le volume de déchets entreposé ;

Considérant que l'installation est connue pour le tri de déchets non dangereux ; qu'en l'état, une partie importante des déchets entrants reste sur le site et que l'exploitant n'a pas mis en œuvre de filière d'évacuation des déchets plastiques ; que la société LOCACIL n'est pas autorisée à réaliser du stockage définitif de déchets ;

Considérant que des stocks importants de déchets plastiques sont présents dans l'installation ; que le caractère combustible de ces déchets ne peut être exclu ; qu'en cas d'incendie, des effets importants pourraient être observés à l'extérieur du site ; qu'il convient que l'exploitant évalue les moyens d'extinction nécessaires, ainsi que les moyens nécessaires au confinement d'éventuelles eaux d'extinction ;

Considérant que l'entreposage de déchets et le fonctionnement de l'installation de tri de déchets sont de nature à constituer un danger grave et imminent pour l'environnement ; qu'il convient, pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, de prescrire à la société LOCACIL des mesures particulières et, notamment :

- l'arrêt des entrées de nouveaux déchets ;
- la réalisation d'un état des stocks par un géomètre expert ;
- l'élaboration d'un échéancier d'évacuation des déchets en surcapacité ;
- la détermination des capacités d'entreposage maximales au sein des installations ;
- la transmission périodique d'un avancement de l'évacuation des déchets et de l'état des stocks ;
- la suspension de l'installation de tri par voie humide ;
- l'évaluation des moyens d'extinction nécessaires en cas d'incendie et, si nécessaire, la mise en œuvre de moyens complémentaires, ainsi que l'évaluation des moyens nécessaires au confinement des eaux en cas d'incendie.

Considérant que, par lettre du 26 juin 2024 susvisée, la société LOCACIL demande la dissociation des mesures de nature à prévenir toute fuite nouvelle de plastiques au milieu naturel, notamment, par pertes dans les eaux superficielles, avec des prescriptions visant à revoir la conformité du site avec la réglementation ICPE ; que l'urgence de la situation n'est pas limitée aux pertes de plastiques dans l'environnement, par les eaux superficielles, mais qu'elle est également motivée par :

- les incertitudes pesant sur la maîtrise d'un éventuel incendie et ses conséquences et que, d'autre part, les délais de mise en conformité ont été adaptés pour les

- prescriptions relatives à la situation administrative des installations ;
- le fait, qu'en l'état, la société LOCACIL n'est pas en capacité d'entreposer de nouveaux déchets entrants dans des conditions conformes à la réglementation (prévention des risques incendie, prévention des envols) ; que ces éléments justifient l'arrêt des apports de nouveaux déchets entrants ;
 - le fait que la société LOCACIL n'est pas autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets, mais, uniquement, une installation de tri, transit et regroupement ; or, à ce jour la société LOCACIL n'a pas été en mesure de présenter des filières opérationnelles pour l'évacuation des déchets, présents sur le site ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code précité : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement » ;*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société LOCACIL, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 122 route de Mulhouse à Feldkirch (68540), est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions citées aux articles suivants, dans les délais indiqués, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 :

Dans un délai de quatre mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article R.512-46-25 du code de précité :

« I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R.512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées ».

Article 3 :

Dans un délai de quatre mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 5 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ».

Article 4 :

Dans un délai de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 13.IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé :

« L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, pîges, etc.)

[...] ».

Article 5 :

Dans un délai de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 13.IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé :

« [...]

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres ».

Article 6 :

Dans un délai de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 8.3 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé :

« [...]

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.».

Article 7 :

Dans un délai de sept jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 8.3 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé :

« [...] l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ;

[...] ».

Article 8 :

Dans un délai de sept jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 7.2 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé :

« [...] L'ensemble du site doit être maintenu dans un bon état de propreté ».

Article 9 :

Dans un délai de sept jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions du II de l'arrêté du 29 avril 2008 et à l'article 2 de l'arrêté du 02 février 1998 susvisé :

II de l'arrêté du 29 avril 2008 :

« Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ainsi qu'aux dispositions suivantes »

Article 2 de l'arrêté du 02 février 1998 susvisé :

« L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]

-limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;

[...]

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article l511-1 du code de l'environnement ».

Article 10 :

A compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé :

« [...] L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les volumes d'eaux rejetées. ».

Article 11 :

A compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé :

« Le volume annuel d'eau en provenance du réseau d'eau public est de 2000 m³ ».

Article 12 :

Dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.2.2 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé :

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;

- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres ».

Article 13 :

La réception de nouveaux déchets est suspendue dans le périmètre de l'installation, à **compter de la notification du présent arrêté**.

Elle peut être à nouveau autorisée après accord du préfet. Dans ce cadre, l'exploitant communique, en préalable, au Préfet, un document précisant l'état des stocks, les conditions prévues pour l'entreposage de déchets, les capacités maximales d'entreposage de déchets et le devenir des déchets entrants.

Article 14 :

L'exploitant fait réaliser, par un géomètre expert, un relevé des stocks de déchets présents sur le site. Le plan et les volumes, issus de ce relevé, sont communiqués à l'inspection, **dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 15 :

1. L'exploitant communique à l'inspection des installations classées, **dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent arrêté :**

- un document comportant une évaluation des capacités maximales d'entreposage de déchets, dans les installations, dans des conditions conformes aux dispositions de l'arrêté du 06 juin 2018 ;
- un échéancier d'évacuation des déchets, entreposés en surcapacité, au sein de ces installations ;
- les exutoires retenus, pour évacuer les déchets présents, en surcapacité.

2. L'exploitant communique, tous les quinze jours, à compter de la remise de l'échéancier prévu au 1. du présent article, un état d'avancement de l'échéancier précité, ainsi qu'un état des stocks actualisé.

Article 16 :

Le fonctionnement de l'installation de tri de déchets par voie humide est suspendu, à compter de la notification du présent arrêté, jusqu'à mise en conformité de l'installation aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté.

Article 17 :

- Moyens incendie

L'exploitant évalue les moyens d'extinction, nécessaires en cas d'incendie, au regard du stock de matières combustibles, présentes dans les installations.

Il présente à l'inspection, dans un délai d'une semaine, l'analyse de l'adéquation entre les moyens disponibles dans les installations et les moyens nécessaires.

Le cas échéant, il présente les moyens complémentaires à mettre en œuvre.

Les moyens complémentaires nécessaires sont mis en œuvre, dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent arrêté.

- Confinement des eaux d'extinction

L'exploitant évalue les moyens nécessaires au confinement des eaux d'extinction, en cas d'incendie.

Il présente à l'inspection, dans un délai d'une semaine, l'analyse de l'adéquation entre les moyens disponibles dans les installations et les moyens nécessaires.

Le cas échéant, il présente les moyens complémentaires à mettre en œuvre, ainsi qu'un échéancier de réalisation. Des mesures conservatoires sont définies et mises en œuvre jusqu'à réalisation des éventuelles mesures nécessaires. Elles sont formalisées dans des procédures et

tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 18 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 19:- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 20 :- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,

SIGNÉ

Alain CHARRIER